

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE DU PROGRAMME DE LA DÉLÉGATION DES GAUCHES...

La conférence politicienne, rassemblée autour de la C.G.T., vient de produire un document connu sous le nom de «*Programme de la Délégation des Gauches*», document qui a l'ambition de servir de base à la politique du futur gouvernement. Nous ne savons pas encore quelle a été la part exacte de la *Confédération Générale du Travail* dans l'élaboration de ce texte, mais ce que nous savons, c'est qu'il serait fort imprudent aux ouvriers d'escompter de l'application de ce programme le plus mince soulagement à leur misérable condition.

Il serait trop long d'entreprendre une critique d'ensemble du document; nous devons nous limiter à la partie qui intéresse plus particulièrement la classe ouvrière et qui a trait à la politique économique et à la politique sociale. La nationalisation des industries-clés forme la base de l'édifice. En réalité, si on jette un regard sur l'énumération des industries visées, il apparaît que la totalité de la vie économique va se trouver soumise au contrôle de l'État. En effet, les quelques industries constituant le secteur resté libre dépendent étroitement, et pour leurs matières premières, et pour leurs débouchés, et pour leur circulation, de l'industrie lourde, des transports, de l'énergie, du crédit et des assurances, lesquels constituent le secteur «*nationalisé*» sous la direction de la bureaucratie ministérielle. Car toutes les précautions que l'on prend pour nous persuader que les entreprises seront gérées «*par des méthodes commerciales, et non bureaucratiques*» - *Politique économique, art.5, V* - nous font rire: depuis longtemps - depuis le gouvernement Blum-Front Populaire - la Banque de France fonctionne comme une dépendance du Trésor, c'est-à-dire de l'État. Il est difficile alors de croire que les banques privées, devenues banques nationalisées, puissent longtemps garder leur indépendance lorsque le plus important de nos établissements de crédit devient un instrument docile et passif entre les mains d'un État profondément bureaucratisé. Il y a plus: l'économie dirigée (dirigée par qui? par quoi? sinon par les «*intérêts généraux*», c'est-à-dire, pour appeler les choses par leur nom, par le gouvernement et ses bureaux), l'économie dirigée, disons-nous, postulant la disparition de la libre concurrence, moteur et régulateur de l'économie, les rapports économiques deviennent fatalement arbitraires. Plus de marché, c'est l'intérêt général (l'État) qui devient l'arbitre souverain et qui règle en maître absolu la production de telle branche de l'industrie tant du point de vue de la qualité que de la quantité. La loi de l'offre et de la demande, cessant d'orienter le marché, autrement dit le marché étant arraché aux producteurs-échangeurs, ceux-ci en seront réduits à harceler l'État sous l'avalanche de leurs réclamations. Ainsi la bureaucratie étatique sera très vite amenée, pour sortir d'une confusion qui tourne à la catastrophe, à régler par des décrets production et répartition: ce sera l'économie artificielle des idéologues se substituant à l'économie naturelle; ce sera le retour au socialisme utopique (mais les événements n'ont-ils pas démontré, depuis longtemps, que la pratique marxiste-social-démocrate ramenait invinciblement à Fourier et Cabet?). «*Gestion commerciale*» lorsque l'économie sera sous la conduite, la «*Führung*» d'un État dont la politique financière, dominée par les idéologies les plus invraisemblables, est un défi aux règles les plus élémentaires de la comptabilité «*commerciale*» qui exigent impérieusement que les dépenses soient exactement balancées par les recettes? Mieux vaudrait chercher la vertu dans les mauvais lieux...

Les méthodes financières vicieuses de l'État ne manqueront pas de réagir fâcheusement sur la gestion de l'économie nationalisée. Il s'ensuivra nécessairement incurie, irresponsabilité, mauvaise production, accroissement du pourcentage des rebuts, cherté croissante. A des finances gouvernementales en état de faillite chronique correspondra une économie elle aussi en faillite continuelle. Ce sera pour toujours le système de la carte d'alimentation (l'exemple russe en dit long) et du rationnement aggravé. La lèpre bureaucratique aura gagné tout le corps économique-social et rongera la nation jusqu'à ce qu'elle en crève...

Ce que nous venons de dire nous dispense de nous étendre longuement sur tout ce qui a trait aux sa-

lares, à la liberté syndicale, à l'embauchage et au débauchage. Dans cet ahurissant système, il n'y aura plus place pour le syndicat, comme le prouve l'abandon presque définitif des contrats collectifs. Le contrat suppose deux parties contractantes, et rien que deux. L'intrusion d'une tierce partie annule le contrat en lui substituant l'arbitrage, donc l'arbitraire. Le contrôle des changes permettra à l'État de réduire, voire même de supprimer le commerce extérieur, et ce sera l'autarcie. Le privilège d'émission, pratiquement transféré de la Banque de France au Trésor, donnera à la bureaucratie étatique toutes facilités pour abaisser le salaire relatif et réduire la consommation. La bureaucratie, devenue de plus en plus dévorante, il faudra bien que les travailleurs se serrent la ceinture...

Disparition pratique du syndicalisme indépendant, autarcie, soumission des prolétaires à la portion congrue, irruption de l'arbitrage de l'État dans tous les compartiments de la vie sociale et anéantissement de toute liberté individuelle par le ravalement de la personne humaine au rôle de rouage chétif d'une machine monstrueuse; toute la vie publique de la nation, toute la vie privée des citoyens sous l'œil du flic...

Hé mais! nous savons ce que c'est: c'est là quelque chose que nous connaissons trop bien par les gémissements de vingt peuples martyrisés en Europe, cela depuis la fameuse marche sur Rome en octobre 1921. Fascisme est son nom. Son nom maudit et exécré!
